

Alain Chatriot

Pierre Mendès France

Pour une République moderne

ARMAND COLIN

NOUVELLES BIOGRAPHIES HISTORIQUES

Collection dirigée par Vincent Duclert

Dans la même collection :

Vincent Azoulay, *Périclès* (Prix du Sénat du livre d'histoire 2011)

Cécile d'Albis, *Richelieu*, 2012

Olivier Dard, *Charles Maurras*, 2013

Bertrand Laçon et Tiphaine Moreau, *Constantin*, 2012

Géraldi Leroy, *Charles Péguy*, 2014

Olivier Loubes, *Jean Zay*, 2012

Natalie Petiteau, *Napoléon*, 2015

Frédéric Seitz, *Gustave Eiffel*, 2014

Perrine Simon-Nahum, *Malraux*, 2010

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



Illustrations de couverture : *Pierre Mendès France* ©AFP *Hémicycle de l'Assemblée nationale* ©collection privée

© Armand Colin, Paris, 2015

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 5 rue Laromiguière, 75005 Paris

ISBN : 978-2-200-60319-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

<http://www.armand-colin.com>

Du même auteur

Organiser les marchés agricoles : le temps des fondateurs, des années 1930 aux années 1950 (dir. avec E. Leblanc et E. Lynch), Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.

La codification du travail en France sous la III^e République : élaborations doctrinales, techniques juridiques, enjeux politiques et réalités sociales (dir. avec F. Hordern et J.-M. Tuffery-Andrieu), Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Pour une histoire du travail », 2011.

Dictionnaire historique des patrons français (dir. avec J.-C. Daumas, D. Fraboulet, H. Joly), Paris, Flammarion, 2010.

Koloniale Politik und Praktiken Deutschlands und Frankreichs 1880-1962 (dir. avec D. Gosewinkel), Stuttgart, Franz Steiner Verlag, coll. « Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees », 2010.

Les politiques du travail (1906-2006) : acteurs, institutions, réseaux (dir. avec O. Join-Lambert et V. Viet), Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Pour une histoire du travail », 2006.

The Expert Consumer: Associations and Professionals in Consumer Society (dir. avec M.-E. Chessel et M. Hilton), Londres, Ashgate, coll. « The History of Retailing and Consumption », 2006.

Le gouvernement de la recherche : histoire d'un engagement politique, de Pierre Mendès France à Charles de Gaulle (1953-1969) (dir. avec V. Duclert), Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2006.

Figurationen des Staates in Deutschland und Frankreich 1870-1945 (dir. avec D. Gosewinkel), Munich, Oldenbourg, coll. « Pariser Historische Studien des Deutschen Historischen Institut Paris », 2006.

Au nom du consommateur : consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX^e siècle (dir. avec M.-E. Chessel, M. Hilton), Paris, La Découverte, coll. « L'espace de l'histoire », 2004.

Quel avenir pour la recherche ? (dir. avec V. Duclert), Paris, Flammarion, 2003.

La démocratie sociale à la française : l'expérience du Conseil national économique, 1924-1940 (préface de Pierre Rosanvallon), Paris, La Découverte, coll. « L'espace de l'histoire », 2002.

Introduction

Au-delà du mythe

Palais de l'Élysée, salle des fêtes, 21 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, nouvellement investi dans sa fonction, salue ses invités. Filmé par la télévision, s'approchant de Pierre Mendès France¹, très ému, il lui donne l'accolade et prononce quelques paroles. Les témoins semblent s'accorder pour rapporter ces propos : « Sans vous, rien n'eût été possible. »²

Ces mots du premier président de gauche de la V^e République à celui dont il avait été le ministre sous la IV^e République peuvent donner lieu à de multiples interprétations et appartiennent aux images que la gauche française aime retenir de son histoire. Le rappel de cette anecdote célèbre n'est pas original³ mais celle-ci a ici plusieurs mérites quant à l'objet même de ce livre : elle place en son centre la question du rapport de la gauche à l'exercice du pouvoir et aux institutions des régimes républicains successifs ; elle oblige à penser la figure de Mendès France non comme un isolat mais en relation avec les autres acteurs de la vie politique ; elle illustre enfin à sa manière le poids des représentations et des effets de mémoire en politique.

Le parallèle entre Mendès France et Mitterrand est incontournable pour analyser l'histoire de la gauche française au xx^e siècle⁴. L'enjeu ici ne consiste pas à sonder les cœurs pour connaître leurs relations – elles ne furent sans doute pas toujours excellentes⁵ – mais bien à essayer de comprendre le rapport respectif des deux hommes au pouvoir, aux institutions et à la politique. Mitterrand (1916-1996)

est le cadet de Mendès France qui est né en 1907 et a donc connu un engagement politique actif dès les années 1930, étant jeune député radical dès 1932 et sous-secrétaire d'État en 1938. Leur parcours durant la Seconde Guerre mondiale est contrasté puisque Mendès France après son arrestation et un procès politique s'évade, rejoint Londres⁶ puis Alger et participe au gouvernement provisoire de la République française, alors que Mitterrand, d'abord prisonnier de guerre en Allemagne, connaît à son retour de captivité un épisode à Vichy avant de s'engager dans la résistance intérieure. À la Libération, Mendès France se fait connaître par sa démission du gouvernement du général de Gaulle sur fond de désaccord quant à la politique économique à mener. Mitterrand s'engage, lui, dans un parti charnière sur l'échiquier politique : l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR). Si Mendès échoue à devenir président du Conseil en juin 1953, il le devient en juin 1954 après la défaite de Dien Bien Phu en Indochine et il fait alors de Mitterrand son ministre de l'Intérieur. Bien qu'opposés tous deux aux conditions du retour du général de Gaulle en 1958 et aux nouvelles institutions de la V^e République, leurs choix politiques les distinguent sur deux questions majeures : contrairement à Mendès France, Mitterrand accepte en 1962 la logique induite par la présidentialisation du régime. Il juge également nécessaire une alliance avec les communistes pour arriver au pouvoir tandis que Mendès France participe à l'aventure du Parti socialiste unifié (PSU). D'autres écarts de vue se font jour tant sur les questions de politique économique – pour lesquelles le vif intérêt de Mendès s'oppose à une distance certaine de Mitterrand – que sur la construction européenne, l'un des attachements forts du président de la République alors que ses réticences furent parfois reprochées au président du Conseil.

Mais, à l'arrière-plan de ces oppositions réelles, se profile dans l'imaginaire politique français une divergence plus importante encore pour la gauche de ce pays : celle qui opposerait une figure conquérant et exerçant longuement le pouvoir au prix de compromissions à celle d'une figure « morale » qui conserverait sa pureté du fait de n'avoir pu exercer que pendant un court laps de temps des responsabilités

de premier plan. Notre enquête historique veut montrer que cette image est caricaturale et surtout qu'elle minore le sens politique de Mendès France dont l'impossible retour aux affaires ne naît pas, ou en tout cas pas seulement, de son « métier de Cassandre »⁷ mais bien de l'évolution des institutions politiques françaises et du jeu politique lui-même.

Un autre destin entrecroisé avec celui de Mendès France a souvent préoccupé les analystes de la vie politique française au xx^e siècle, celui de son aîné Charles de Gaulle (1890-1970)⁸. Certes, l'exercice de style des vies parallèles peut sembler déséquilibré, mais, outre le fait que les deux figures ont pu, pendant un temps, apparaître comme tutélaires, l'une pour la droite et l'autre pour la gauche, des éléments communs de leurs parcours peuvent être soulignés⁹. Les deux hommes refusent la défaite en 1940 et choisissent la lutte contre l'Allemagne nazie et contre le régime instauré par le maréchal Pétain. Prisonnier en attente de son procès, Mendès France s'évade après un jugement inique et ne parvient à rejoindre Londres qu'en 1942, où il mène une guerre active comme lieutenant navigateur dans les Forces aériennes françaises libres avant que de Gaulle le nomme commissaire aux Finances, reconnaissant ainsi sa compétence sur cette question¹⁰. Mendès est ministre du gouvernement du général de Gaulle à la Libération mais une divergence sur la politique économique et financière le conduit à démissionner. Dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle dit son « estime à ce collaborateur d'une exceptionnelle valeur »¹¹. Durant la IV^e République, leur jugement sur le régime diverge ce qui n'empêche pas Mendès France, observateur lucide du fonctionnement des institutions, de rester attentif aux positions exprimées par l'homme de Colombey. La rupture, définitive, se cristallise avec les conditions du retour au pouvoir du Général suite à la crise du 13 mai 1958. Mendès France en dresse un réquisitoire immédiat et la nouvelle constitution instaurant la V^e République renforce ses critiques. Opposant permanent pendant les années de présidence gaullienne, ses défaites aux élections législatives le privent, sauf entre 1967 et 1968, de la tribune parlementaire. Par sa plume, avec entre autres la publication de *La République moderne* en 1962, et ses prises de position publiques, il

est un de ceux qui dénoncent avec le plus de vigueur les travers du régime. Cela explique pour une part son attitude en mai 68 et sa participation aux côtés de Michel Rocard au meeting de Charléty le 27 mai. Le « divorce » entre Mendès et le Général s'exprime dans le long article nécrologique que le premier consacre au second en 1970, qui mêle admiration pour l'homme de la Seconde Guerre mondiale et réquisitoire contre la V^e République¹². De cette opposition personnelle, François Mauriac semble ne pas se consoler quand il écrit en décembre 1966 : « Ce que j'ai cru et ce que je crois toujours, c'est que la conjonction de PMF et de De Gaulle eût été ce qui aurait pu arriver de plus heureux pour la nation. »¹³

À ces deux figures déterminantes de la vie politique française durant la seconde moitié du xx^e siècle, de Gaulle et Mitterrand, on pourrait en adjoindre d'autres qui contrastent, elles aussi, avec celle de Pierre Mendès France. Cette série de très courts portraits croisés¹⁴ se veut une introduction permettant de mieux cerner certaines caractéristiques de l'engagement politique de Pierre Mendès France qui se différencie nettement des autres hommes politiques français de la période. Représentant d'une gauche française refusant les compromis tactiques, résistant, acteur majeur de la IV^e République et opposant résolu à la V^e, homme de la modernisation contre les conservatismes économiques et sociaux, héritier des grandes figures de la III^e République dont il avait connu certaines d'entre elles durant les années 1930, il est aussi l'homme qui enclenche la décolonisation en Indochine et en Tunisie, puis quelques années plus tard, celui du refus de la dérive de la guerre d'Algérie. Homme politique parfois haï, il souffre toute sa vie de l'antisémitisme¹⁵. Refusant tout ralliement à la République gaullienne, il marque de son empreinte les projets de rénovation de la gauche mais il en incarne surtout la posture morale au fur et à mesure qu'il doit se mettre en retrait de la vie politique pour des raisons de santé durant les années 1970.

Deux hommes politiques, aujourd'hui quelque peu oubliés, doivent retenir l'attention tant ils ont tenu un rôle important pendant les années 1950, cruciales pour l'action politique de PMF, acronyme « à l'américaine » souvent employé alors pour dénommer Mendès France.

Dès cette époque, la figure de Mendès France se vit souvent opposée à celle d'Antoine Pinay et à celle de Pierre Poujade. Pinay (1891-1994) est d'une génération antérieure à Mendès France et l'opposition entre leurs parcours est encore plus nette : Pinay est un homme de droite. Parlementaire à partir de 1936, pour le moins attentiste durant le régime du maréchal Pétain, il apparaît sous la IV^e République comme l'un des rares leaders crédibles d'une majorité conservatrice et parvient à rester président du Conseil de mars à décembre 1952, avec l'espoir de renouveler l'expérience par la suite. Si Pinay est intéressé par les questions économiques, ses prises de positions, libérales et favorables au monde du petit commerce et des entreprises, se distinguent très nettement de celles de Mendès France. De plus, avec l'avènement de la V^e République et contrairement à ce dernier, Pinay se rallie au général de Gaulle dont il devient le ministre des Finances, acceptant ainsi les institutions et le nouveau régime.

Pierre Poujade (1920-2003) n'occupe pas de responsabilités politiques mais laisse comme Mendès France son nom à un substantif : le poujadisme. Petit commerçant en rébellion contre le fisc, Poujade fait son entrée en politique durant la IV^e République sur un programme de défense syndicale des « petits » contre une modernisation dont Mendès France est l'un des symboles, et sur une ligne où les soutiens d'extrême-droite s'accompagnent parfois de préjugés antisémites. Sans en être le seul enjeu, les élections législatives de janvier 1956 sont d'abord une confrontation entre mendésistes et poujadistes, souvent présentée comme l'opposition de la modernité et de l'archaïsme.

Les parallèles avec des générations politiques antérieures sont aussi possibles même si les oppositions et ressemblances s'organisent alors différemment. Si Ferry, Jaurès ou Clemenceau appartiennent au Panthéon républicain de Mendès France¹⁶, la III^e République d'avant 1914 est un monde politique trop distant pour que la comparaison fasse sens ici. Elle est par contre davantage possible avec trois figures majeures de l'entre-deux-guerres : Poincaré, Herriot et Blum. Raymond Poincaré (1860-1934), président de la République de la France engagée dans la Première Guerre mondiale devient par la suite, en tant que président du Conseil, celui qui parvient à stabiliser le franc

en 1926. Cette action en fait un symbole de la rigueur financière ; il se trouve qu'elle est l'objet du travail de thèse du jeune étudiant en droit Pierre Mendès France dans lequel celui-ci accorde certes des qualités à la politique menée mais lui reproche l'oubli de la justice sociale. PMF montre ainsi dès ce moment que son goût pour les questions économiques ne se sépare pas d'une appréhension plus globale des phénomènes politiques et sociaux, et s'inscrit nettement à gauche dans le spectre politique français.

Herriot et Blum sont pour une bonne part les parrains en politique de Mendès France. Édouard Herriot (1872-1957) est alors la figure dominante du parti radical et radical-socialiste, parti dans lequel Mendès France inscrit son engagement en politique. Herriot, pour lequel Mendès a toujours eu de la déférence¹⁷, symbolise aussi l'effritement de ce parti radical qui fut un temps au cœur de la vie politique française et dont l'échec de la tentative de rénovation par Mendès France au milieu des années 1950 semble faire écho à un temps politique révolu. Léon Blum (1872-1950), leader de la SFIO (Section française de l'internationale socialiste, le parti socialiste de l'époque) dans l'entre-deux-guerres, devient le premier président du Conseil socialiste après la victoire du Front populaire en 1936. Il confie à Mendès France sa première charge ministérielle dans son second et bref gouvernement de 1938. Blum, comme Mendès France, est persécuté par le gouvernement du maréchal Pétain. Haute figure qui associe un engagement politique et moral, il est une référence pour Mendès France et leurs expériences respectives du pouvoir, toutes les deux assez brèves, peuvent être rapprochées.

Toujours dans le domaine de la comparaison, des figures de la IV^e et de la V^e République s'imposent tant leurs carrières ont sans cesse croisé celle de Mendès France. Guy Mollet (1905-1975), leader de la SFIO après la Seconde Guerre mondiale, reste dans les représentations d'une partie de la gauche comme l'antithèse de PMF pour avoir accepté la poursuite de la guerre en Algérie. Si Mendès France entre dans le gouvernement qu'il dirige après la victoire du front républicain en janvier 1956, il en démissionne quelques mois plus tard. Leur opposition se retrouve aussi sur le plan des institutions puisque Mollet

se rallie à la constitution de la V^e République. Les compromissions de Mollet sur le dossier algérien en font une figure antinomique de Mendès France vu comme une autorité morale engagée en politique. Mais les deux hommes ont aussi quelques traits communs : hommes de gauche tous les deux, anticommunistes et francs-maçons¹⁸. Autre président du Conseil influent de la IV^e République, Edgar Faure (1908-1988) a été à la fois proche et éloigné de Mendès France. Issu du même parti radical et avocat comme lui, il est présent avec son épouse au procès de Clermont-Ferrand en 1941 pour soutenir Mendès France. Faure est ministre des Finances du gouvernement Mendès France en 1954 avant de lui succéder comme président du Conseil en février 1955. Il parachève certes la démarche décolonisatrice de Mendès France en Tunisie, mais il mène une campagne législative sur une ligne opposée à celle de Mendès en 1956. De même, il accepte d'être ministre à plusieurs reprises sous la V^e République s'inscrivant en nette opposition avec les choix de Mendès France. Son goût pour les transactions politiques semblent dans la mémoire politique l'exact pendant de l'intransigeance de ce dernier.

Gaston Defferre (1910-1986), socialiste, résistant durant la Seconde Guerre mondiale, maire de Marseille à la Libération puis de 1953 à sa mort, est ministre sous la IV^e République, engagé dans le processus de décolonisation. Comme Mendès France, il s'oppose au régime gaulliste et est soutenu par *L'Express*. Defferre se porte cependant candidat à la présidence de la République en 1969, associant Mendès France à sa campagne, mais essuyant une sévère défaite. À la fin de sa vie, il parvient cependant à peser sur la vie politique par le vote des lois de décentralisation alors qu'il est ministre de l'Intérieur des débuts du septennat de François Mitterrand. Si Defferre a pu être politiquement proche de Mendès France, Michel Debré (1912-1996), au contraire, s'est souvent opposé à lui. Ils étaient tous les deux de farouches républicains, des résistants et des parlementaires chevronnés. Mais l'attachement de Debré au général de Gaulle était sans limites et il fut un des artisans majeurs de la V^e République, dans laquelle Mendès France voyait non pas l'accomplissement mais la négation des principes républicains. Leur conflit perdure durant

toute la V^e République et donne lieu à quelques débats dont celui, radiodiffusé, de 1965 est resté célèbre¹⁹.

Républicain, combattant, ministre, président du Conseil et homme de gauche, la carrière de Mendès France concentre des éléments qu'il est l'un des rares à rassembler.

Le genre biographique pose de nombreuses questions à l'historien²⁰ et s'il a pu sembler réhabilité au cours des trente dernières années, il reste, à raison, un exercice délicat pour lequel il faut clarifier son projet et sa démarche historiographique. Le choix ici consiste à s'éloigner de toute approche trop « littéraire » du genre biographique pour proposer une étude non seulement d'un parcours individuel mais bien d'un problème historique²¹. L'action et la pensée politique de Pierre Mendès France permettent en effet de s'interroger sur le rapport de la gauche française à l'exercice du pouvoir politique tout au long du xx^e siècle, qu'il s'agisse à la fois des institutions et des politiques menées.

Les travaux sur Pierre Mendès France ont été fort nombreux, et pour certains, de qualité. Il convient d'en faire un rapide état des lieux. Une particularité doit être précisée : Mendès France fait partie des rares acteurs politiques français auxquels un institut de mémoire et de recherche est consacré²². Voulu par sa famille et ayant garanti longtemps la conservation et la mise à disposition des chercheurs de ses archives personnelles et de celles de certains de ses collaborateurs, l'Institut Pierre Mendès France s'est distingué par le soutien actif à des études individuelles ou collectives. Il a accompagné l'édition des *Œuvres complètes* de Mendès France en six volumes par Gallimard entre 1984 et 1990²³. Il a aussi organisé des rencontres scientifiques dont les actes forment une base pour tout travail historique. Si on ne dispose pas de mémoires à proprement parler écrites par Mendès France, ses nombreux livres et les divers entretiens qu'il a pu donner à partir des années 1970 sont autant d'éléments où ce dernier faisait retour sur certaines de ses expériences.

L'importance de Mendès France dans l'histoire de la gauche française a aussi intéressé des biographes, qu'ils soient journalistes ou historiens : quelques-uns ont écrit leurs livres alors que la carrière politique de Mendès France n'était pas achevée²⁴, certains ont privilégié

les témoignages²⁵ (et parfois au premier titre celui de Mendès France lui-même²⁶), d'autres le recours aux archives publiques et privées²⁷. Peu ont cependant intégré les résultats des recherches des historiens et des politistes²⁸. Or celles-ci sont abondantes et même particulièrement fournies sur certaines questions, par exemple les relations internationales, les processus de décolonisation²⁹ ou encore l'activité politique locale de Mendès France – longtemps dans l'Eure, plus brièvement à Grenoble³⁰.

À ces différentes recherches s'ajoute pour l'historien la prise en compte de témoignages publiés souvent très riches, des sources éditées et des diverses publications de l'époque. Si l'historien connaît bien toutes les limites des mémoires et autres souvenirs, surtout lorsqu'ils sont consacrés à des acteurs politiques de premier plan, l'intérêt ici est que s'agissant de Mendès France, on dispose non seulement de récits de ses proches³¹ ou de ses adversaires politiques mais aussi de ses collaborateurs ou de hauts fonctionnaires ayant travaillé avec lui³². Certaines figures se détachent ainsi comme celle de son ami Georges Boris³³. Il faut aussi considérer que Mendès France tout au long de sa carrière a passionné journalistes (français et étrangers) et analystes de la vie politique qui lui ont consacré une foule d'articles. Le matériau est aujourd'hui considérable et l'historien contemporain est confronté ici à une abondance de documents qui l'oblige à faire des choix en lien avec sa problématique.

Il s'agit aussi de prendre une nette position méthodologique sur la biographie : ni hagiographie³⁴, ni érection d'une statue³⁵, ni portrait à charge³⁶. Il n'est pas ici question, du moins il faut l'espérer, d'histoire jugée ! L'idée est de comprendre les réflexions et actions de Mendès France et non de déterminer s'il a eu raison ou tort, ni de gloser sur une figure de l'échec en politique. Il ne s'agit pas davantage d'écrire l'histoire d'un « homme illustre » pour y trouver des « leçons » pour demain. L'ambition de l'historien est à la fois plus modeste et plus ample, dès lors que la compréhension historique peut être d'un secours précieux face à des représentations qui confinent parfois plus au mythe qu'à la réalité. Le terme de « mythe » est d'ailleurs souvent employé à propos de Mendès France³⁷. Malgré leur force – « Gouverner, c'est

choisir », « la République moderne », « pour préparer l'avenir », « la vérité guidait leurs pas », autant de titres de ses livres³⁸ —, on ne peut réduire Mendès France à quelques slogans politiques. On fait aussi le choix de tenir à distance toute tentation psychologisante et on accorde une place minimale à l'analyse de la vie familiale de Mendès France. On préfère faire entendre la voix de Pierre Mendès France à travers les citations de ses discours et de ses livres, célèbres ou méconnus. Cette biographie se veut l'occasion d'un véritable retour aux textes. Ils le méritent grandement tant la rigueur de l'argumentation fait partie intégrante de ses engagements. C'est aussi une manière de tenir à distance certains témoignages, représentations et reconstructions rétrospectifs qui ont souvent abondé le mythe Mendès France sans chercher à comprendre son action politique, bref, de « repolitiser » une figure trop souvent présentée comme seulement « morale ».

Une question plus délicate concerne la place à accorder aux passions en politique. Il est certain que Mendès France a eu à souffrir de la rancœur des démocrates-chrétiens après l'échec de la CED (Communauté européenne de défense), de la détestation des communistes dont il avait refusé les voix lors de son investiture, sans parler des haines venant d'extrême-droite dénonçant le « liquidateur », le « bradeur » de l'empire colonial et où pointent souvent l'antisémitisme. Ces dimensions ont compté dans sa carrière politique et on ne peut les négliger.

La trajectoire politique de Mendès France dans la durée permet d'interroger la vie politique française durant près de cinquante ans au cours desquels le pays a connu quatre régimes politiques, une guerre mondiale et les guerres de décolonisation. La France a aussi vécu durant cette période une transformation majeure de son économie et de sa société, question qui a passionné Mendès France.

Il s'agit aussi d'essayer de bien comprendre les idées politiques qui ont animé son action tout au long de sa vie en évitant de les caricaturer ou même de trop les simplifier. De ce point de vue, une remarque de Pierre Rosanvallon doit nous mettre en éveil. Lors d'un colloque organisé par l'Institut Pierre Mendès France, il expliquait qu'« un des points qui [l'avait] toujours frappé et intrigué chez Pierre

Mendès France, c'[était] de comprendre pourquoi il avait été aussi proche d'une part des républicains classiques, pourquoi il avait été proche aussi des milieux de la technocratie modernisatrice, qu'il avait attirés et séduits, et pourquoi il avait eu aussi beaucoup de succès auprès des milieux catholiques, et notamment catholiques sociaux »³⁹ et il concluait que « cette superposition du républicanisme classique, d'une représentation organique et d'une démocratie des experts, [était] (...) ce qui constitu[ait] l'équation politique extrêmement originale de Pierre Mendès France »⁴⁰. Cette notation très juste est sans doute une des questions qu'il va falloir explorer car elle souligne bien la complexité de la figure politique de Mendès France dans la France des années 1950, 1960 et 1970. S'y ajoute le fait que Mendès France est à la fois le défenseur d'un parlementarisme républicain classique et l'homme politique conscient des mutations des médias de son temps, soutenu par *L'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud fondé en 1953 et utilisant largement pendant sa présidence du Conseil les ressources de la radio avec ses fameuses « causeries du samedi »⁴¹. Après sa prise de distance personnelle envers Servan-Schreiber, Mendès France trouve dans *Le Nouvel Observateur* lancé par Jean Daniel en 1964 une tribune amie où il s'exprime très régulièrement.

Le jeune avocat de la III^e République devenu député est à la fois un homme de l'éloquence et un homme de dossiers, un débatteur politique et celui qui dialogue régulièrement avec des hauts fonctionnaires⁴² et des leaders syndicaux. Comprendre la « nébuleuse » ou la « diaspora » mendésiste et le « mendésisme » (terme que Pierre Mendès France ne goûtait guère)⁴³ mérite d'interroger précisément ces tensions inhérentes à sa vision du politique, à prendre au sérieux tout à la fois son goût pour la réflexion intellectuelle et l'étude et sa volonté que l'action politique soit efficace. Mendès est aussi – et ce trait le distingue de bon nombre d'hommes politiques français du xx^e siècle – un esprit ouvert sur le monde qu'il connaît assez bien car il effectue de nombreux voyages internationaux à partir des années 1940 et jusqu'à la fin de sa vie. Son intérêt ne se limite d'ailleurs pas aux États-Unis, mais, outre les enjeux majeurs de la décolonisation,

il reste attentif à l'évolution du monde comme le prouve le livre sur l'Asie qu'il publie en 1972⁴⁴.

Présenter clairement l'action politique de Mendès France dans le cadre de cette biographie réclame une approche chronologique mais celle-ci, de manière logique, n'accorde pas le même développement aux différents moments de la vie de cet acteur politique. Les sept mois dix-sept jours de son gouvernement sont bien sûr au cœur de notre étude. Quatre parties d'inégale importance organisent notre propos : un républicain (1907-1939), le patriote, le ministre et l'économiste (1940-1952), « gouverner c'est choisir » (1953-1955) et l'homme de la « gauche moderne » (1956-1982).

La figure républicaine réfléchit aux origines familiales et au parcours du jeune Mendès France avec ses études, ses premières publications et son entrée dans la vie active. L'avocat et plus jeune député de France en 1932 s'engage politiquement. Dans cette logique, son implantation à Louviers dans l'Eure mérite d'être mieux comprise.

Le choc de la guerre et de la défaite est considérable sur la vie de Mendès France. Son départ sur le navire *Massilia* suivi de son arrestation au Maroc et de son procès à Clermont-Ferrand le voit assister à l'effondrement du pays et à l'établissement du régime du maréchal Pétain. Sa condamnation inique le conduit à décider de s'échapper, à vivre dans la clandestinité et à rejoindre Londres. Sa volonté de combattre passe par son engagement dans l'aviation, son arme d'origine, avant que le général de Gaulle ne le mobilise comme commissaire aux Finances dans le Comité français de Libération nationale à Alger. À la Libération, il siège au gouvernement comme ministre de l'Économie nationale. Sa vision de la situation de la France l'amène à envisager des mesures drastiques que le chef de gouvernement refuse, ce qui l'amène à démissionner en 1945. Il mène alors une activité originale à l'échelle internationale sur les questions économiques.

La réalité politique de la IV^e République le mobilise cependant et son arrivée à la présidence du Conseil n'est pas compréhensible sans l'analyse de son action parlementaire⁴⁵ en particulier à partir de 1950 contre l'engagement en Indochine et avec son investiture manquée de juin 1953. L'expérience gouvernementale (18 juin 1954-5 février

1955) oblige, compte tenu de sa densité comme de sa brièveté, à une approche par dossiers. Les questions internationales dominent d'abord la période : négociations pour l'Indochine à Genève, question de la CED puis de l'Alliance atlantique, terrains divers de la décolonisation – avec au premier titre le dossier tunisien qu'illustre son fameux discours de Carthage. Mais l'action économique et sociale mérite d'être regardée de près aussi bien pour les mesures les plus symboliques, et restées célèbres, comme la lutte contre l'alcoolisme, que pour l'ensemble des réformes amorcées ou accomplies. Pour comprendre pourquoi ces actions furent possibles, il faut aussi étudier la manière dont Pierre Mendès France envisage les institutions du régime et comment il gère à la fois son gouvernement et ses soutiens parlementaires. Ces quelques mois méritent donc toute notre attention car ils sont constitutifs de l'image qui se construit autour de la figure politique de Mendès France.

Après la chute du cabinet en février 1955 s'ouvre un nouveau temps dans la vie politique de Pierre Mendès France durant lequel il incarne, non sans difficulté, une des voies possibles de l'avenir de la gauche française. Pour le comprendre, il faut analyser de près ce que l'on nomme à l'époque la « gauche moderne »⁴⁶ et qui passe tout à la fois par l'échec de Mendès France à rénover le parti radical, l'aventure d'une revue, *Les Cahiers de la République*, entre 1956 et 1963, la mobilisation dans le cadre du PSA (Parti socialiste autonome) puis du PSU, l'expérience de Grenoble avec son élection comme député en 1967 et enfin les événements de mai 68 et sa défaite aux législatives de juin après la dissolution. Dans cette seconde moitié des années 1950 et durant les années 1960, son opposition irréductible au général de Gaulle et aux institutions de la V^e République le prive d'une forme d'action politique mais il reste un des acteurs majeurs de la vie politique française et, tenant d'un socialisme républicain, il devient une des figures incontournables de la gauche française anticommuniste. Après l'échec du duo avec Gaston Defferre pour l'élection présidentielle de 1969, Mendès France, compte tenu de ses difficultés de santé, se met en retrait. Il s'affirme cependant durant cette période par ses prises de position publiques très explicites sur sa vision de la politique

et reste fidèle à un type d'engagement puisqu'un volume d'entretiens publié en 1974 est intitulé *Choisir*⁴⁷. C'est aussi au même moment, et jusqu'à son décès en 1982, qu'il milite activement pour la paix au Proche-Orient.

En conclusion, on reviendra sur notre problématique majeure : le rapport de la gauche aux institutions républicaines et à la modernisation du pays⁴⁸. On y ajoutera une réflexion sur les rapports de la gauche à la morale en politique. On l'aura compris, cette biographie n'est donc pas l'étude d'un mythe politique mais bien celle d'un homme dont on cherche à restituer et à comprendre les combats et l'action.

PREMIÈRE PARTIE

Un républicain

Un étudiant engagé

UN MILIEU FAMILIAL RÉPUBLICAIN

Né à Paris le 11 janvier 1907, Pierre Isaac Isidore Mendès France est le fils de Cerf-David Mendès France (1874-1957) et de sa femme Palmyre née Cahn (1880-1968). Son père est un commerçant en textile, originaire d'une famille de commerçants bordelais, qui a rencontré sa femme à Strasbourg en 1905, elle aussi issue d'une famille de commerçants. Le couple s'est installé à Paris en 1906 et a un deuxième enfant en 1909, Marcelle, la sœur de Pierre Mendès France.

Mendès France s'exprime en 1974 sur la place de la tradition juive dans sa famille : « Ma mère ne pratiquait guère ; mon père, pas du tout. Il était même hostile à la religion, comme son propre père d'ailleurs. Ironique, presque agressif. Mes grands-parents maternels étaient, au contraire, extrêmement pieux. Si j'ai peu connu mon grand-père maternel, j'ai beaucoup vécu chez sa femme, devenue veuve. Elle était très attachée à la pratique religieuse. J'ai habité un an chez elle, en 1918-1919, et elle a certainement exercé une grande influence sur moi. Durant cette période, j'ai traversé une sorte de crise de mysticisme. Ça n'a pas duré. Quant à ma mère, elle respectait seulement le Yom Kippour ; comme beaucoup de Juifs, elle ne se souvenait que des grandes dates annuelles. Ça n'allait pas plus loin. Dans l'ensemble, mes parents ne se préoccupaient guère des prescriptions religieuses, alimentaires ou autres, ou du repos du sabbat. »⁴⁹

Son père, Cerf-David Mendès France n'est pas engagé politiquement même si l'affaire Dreyfus l'a marquée⁵⁰. Il est franc-maçon tout comme l'est son fils⁵¹. Mais, dans une correspondance privée en mai 1978, Mendès France note à propos de cette adhésion au Grand Orient de France : « Je n'y ai pas eu une activité très importante car j'avais beaucoup d'autres obligations et beaucoup de travail, par ailleurs. C'est la raison pour laquelle, après les années de guerre, j'ai été amené à reconsidérer l'ensemble de mon action et que j'ai décidé de limiter toutes les obligations que j'avais acceptées peu à peu, sans me rendre compte du temps qu'elles me prenaient. »⁵²

Une des particularités de Mendès France a été son intérêt pour sa généalogie familiale sur laquelle il a accumulé toute sa vie une très abondante documentation⁵³, en particulier sur la branche paternelle, des marranes portugais arrivés à Bordeaux à la fin du XVII^e siècle. Il commentait ainsi cette passion au milieu des années 1970 : « J'aime manipuler les archives ; ça m'amuse d'aller dans un fonds d'archives et d'y tripoter de vieux papiers et de vieux parchemins. J'ai toujours la curiosité de connaître les origines de ma famille, le passé des gens dont je suis issu [...] j'ai trouvé des petites gens, des boutiquiers, des hommes "quelconques", et je crois que c'est d'autant plus intéressant. Ils ont lutté, à travers les générations, pour gagner leur vie, le plus souvent au milieu de problèmes et de difficultés de toutes sortes – et aussi parfois de réussites. Il me semble que j'ai trouvé là des leçons d'humilité et de courage. »⁵⁴

La formation de Mendès France connaît différents établissements et est finalement assez originale pour un homme politique formé sous la III^e République⁵⁵. Il fréquente d'abord une école élémentaire du II^e arrondissement de Paris à deux pas du domicile familial. Il entre en sixième comme pensionnaire au lycée Lakanal de Sceaux mais l'expérience ne dure qu'un trimestre ; il passe l'année suivante chez sa grand-mère maternelle à Strasbourg. De retour à Paris, il reprend sa scolarité en entrant à l'école primaire supérieure Turgot après avoir réussi le concours d'admission. Le détail a son importance car dans le cadre du système scolaire dual que connaît alors la France, cela implique que Mendès France reçoit un enseignement « moderne »,

c'est-à-dire sans langues anciennes. Le résistant et haut fonctionnaire Jean-Louis Crémieux-Brilhac qui fut son proche collaborateur a d'ailleurs remarqué qu'« il est un des rares hommes politiques de sa génération en dehors de l'extrême-gauche, qui n'aient pas fait de latin »⁵⁶. Malgré le cadre de l'école Turgot qui n'était pas prévu pour cela, Mendès France prépare seul la première partie du baccalauréat qu'il obtient de justesse mais finalement fort jeune, à quinze ans et demi. Il entre alors au lycée Louis-le-Grand pour préparer la seconde partie et d'après son témoignage n'y passe pas une année agréable. Recalé en juin, il est reçu en octobre. Cette scolarité un peu sinueuse le fait finalement devenir bachelier très jeune. L'enseignement supérieur semble lui convenir davantage et son travail lui permet une réussite plus nette.

JURISTE ET ÉCONOMISTE

Mendès France s'inscrit à la faculté de droit de Paris mais dans le même temps, comme beaucoup d'étudiants parisiens de l'époque, il suit également les cours de l'École libre des sciences politiques⁵⁷ auxquels il ajoute même à partir de la troisième année les cours de la Sorbonne en histoire moderne et contemporaine, sociologie et géographie. Il boucle son cycle d'études supérieures jeune puisqu'il est diplômé de Sciences Po à 18 ans, licencié en droit à 19 ans et docteur à 21 ans. Philippe Lamour, alors intellectuel et jeune avocat, se souvient de cette époque : « Quand notre petite équipe traînait ses guêtres au Quartier latin, jouant les Rastignac au cours d'infatigables bavardages de café, Mendès, toujours pressé de se rendre à un cours ou dans une bibliothèque, nous considérait sans indulgence. »⁵⁸

Le 3 mars 1928, Mendès France soutient sa thèse de doctorat à la faculté de droit de Paris⁵⁹. Présidée par William Oualid, professeur d'économie politique et membre de la Ligue des droits de l'homme, le sujet porte, comme il est alors assez courant, sur une question très contemporaine puisqu'il s'agit de la politique financière menée par le président du Conseil Raymond Poincaré à partir de l'été 1926⁶⁰.

Un extrait de l'avant-propos mérite d'être cité car Mendès France y répond par anticipation au reproche de tenir un discours partisan : « Nos opinions politiques ne sont pas un obstacle à une impartiale compréhension des choses. Notre passion, loin de nous aveugler, nous a soutenu dans nos recherches parfois difficiles⁶¹. » Et si juste après, il confesse « l'expression sincère de l'admiration qu'[il a] pour la personnalité de M. le président du Conseil »⁶², sa vision n'en est pas moins très critique et le réquisitoire est strict contre les choix effectués : « Telle est la thèse, plus facile, moins courageuse, moins juste peut-être aussi, à laquelle M. Poincaré en définitive se rallia. Nous croyons qu'il a eu tort, en équité d'abord, en technique aussi. »⁶³

Dans l'historique qu'il fait de la déstabilisation monétaire et financière française après la Première Guerre mondiale, Mendès France a des paroles qui semblent anticiper des prises de positions ultérieures face à la classe politique. Il écrit ainsi : « Il nous arrivera sans doute dans le cours de ce travail de juger avec quelque sévérité nos ministres des Finances ; nous dirons aussi combien leur inexpérience fut préjudiciable à la gestion de nos affaires. »⁶⁴ On ne peut ici reprendre la démonstration de Mendès France ni la discuter au vu des travaux historiques ultérieurs sur cette question⁶⁵. Il faut par contre souligner que dans l'approche du sujet l'étudiant mobilise aussi bien des raisonnements économiques que des sources parlementaires ou des articles de presse ainsi une série de textes signés Léon Blum dans *Le Populaire*.

Sa conclusion générale est aussi dans la ligne de ce qui devient par la suite son credo en matière de politique monétaire : « Il faut stabiliser le franc, il faut le stabiliser tout de suite. »⁶⁶ Mais son intérêt ne se limite pas au franc comme il l'explique à la fin de sa thèse, il veut « situer "l'expérience Poincaré" dans l'histoire sociale de notre pays. Au vrai, c'est à cette préoccupation surtout que notre travail a voulu répondre. »⁶⁷ Le satisfecit accordé à Poincaré s'accompagne donc d'une critique sans concession : « M. Poincaré a emprunté la voie la plus aisée sans se rendre compte qu'il allait écraser les classes sociales les plus intéressantes, les classes productives. Longtemps encore, le pays souffrira du choix que, dans une heure cruciale, M. Poincaré a fait. »⁶⁸ Il ajoute pour finir, symbolisant sa compréhension de ces

questions : « Une fois de plus, hélas, notre République politiquement démocratique n'a pas été économiquement équitable. »⁶⁹ Poincaré à qui il avait adressé le volume lui répond peu de temps après d'un court mot où tout à la fois il qualifie l'ouvrage d'« intéressant », critique quelques points factuels et conclut en disant qu'il ne fait « aucune difficulté de reconnaître les imperfections de l'œuvre accomplie »⁷⁰.

Outre les articles qu'il publie par la suite sur les questions financières, Mendès France consacre un livre complet, édité en mai 1930, à ce sujet en s'intéressant à une toute nouvelle institution internationale : la Banque des règlements internationaux (BRI)⁷¹. Le sous-titre du livre est significatif de son approche qui n'est pas seulement celle du dossier du paiement des réparations allemandes prévues par le plan Young mais bien celle plus large du « problème des États-Unis d'Europe »⁷². Son analyse s'inscrit d'ailleurs dans les débats intellectuels des années 1930 comme lorsqu'il écrit au tout début de ce livre : « Une partie capitale se joue en ce moment : la bataille de l'économie et du politique, plus aiguë depuis la guerre – et qui prend maintenant la forme d'un conflit latent et profond entre deux civilisations – va entrer dans une voie décisive, différente, selon les résultats des présents débats. »⁷³

De manière proche de sa démarche antérieure sur l'expérience Poincaré, Mendès France propose une étude assez équilibrée de la BRI. Il reconnaît à la Banque un pouvoir de changement considérable tout en en critiquant une partie de son fonctionnement. Il explique ainsi : « La BRI, il faut y revenir, n'est pas une victoire des peuples, elle est une construction de banquiers. »⁷⁴ Et il ajoute : « Notre examen de l'œuvre de ces hommes, nous a révélé leur génie de techniciens, mais aussi leur mentalité ploutocratique. Leurs méthodes ne recevront pas notre aval. »⁷⁵

LES PREMIERS MILITANTISMES

L'élève Mendès France publie quelques textes à la fin de l'année 1922⁷⁶ et surtout s'engage en 1924 à la Ligue d'action universitaire

républicaine et socialiste (LAURS) dont il participe activement à l'essor – ligue fondée le 7 juillet 1924 et dont Mendès France est le dixième membre. La LAURS s'inscrit par son discours et ses mobilisations dans la tradition républicaine⁷⁷. Elle est aussi une réaction à la forte présence des étudiants d'extrême-droite au Quartier latin à Paris et en particulier à la faculté de droit⁷⁸. La ligue parisienne devient peu à peu nationale et profite du soutien d'hommes politiques, d'intellectuels et de la franc-maçonnerie. Mendès France y rencontre d'ailleurs le jeune normalien Georges Pompidou alors socialiste⁷⁹.

Au congrès du parti radical de 1926, Mendès France est présent et s'exprime comme secrétaire général de la LAURS dont il explique ainsi la naissance : contre « la mainmise des partis de réaction et de guerre sur le nid traditionnel de tout progrès, l'université. [...] Nous voulions propager les idées de gauche parmi les étudiants, et faire respecter nos maîtres républicains outragés chaque jour jusque dans leurs chaires par des brimades insultantes. Nous voulions à leur exemple que la génération qui vient ne s'abandonnât pas aux théoriciens rétrogrades d'une mentalité périmée. Nous voulions enfin, en face de ceux-ci, organiser chez les jeunes un puissant mouvement républicain et socialiste »⁸⁰. Mendès France écrit plusieurs articles dans *L'Université républicaine*, organe de cette ligue créé en décembre 1927. La LAURS connaît un déclin autour de 1934 mais ces principaux acteurs ont alors d'autres engagements : cette ligue « donne l'image d'une antichambre aux partis politiques »⁸¹.

Mendès France publie à la fin de l'année 1928 un article en réponse à une enquête sur « l'attitude de la jeunesse intellectuelle devant la transformation du monde moderne » de Georges Valois⁸² dans sa revue les *Cahiers bleus*. Mendès y prend une position significative de son engagement intellectuel : il juge que les événements ouverts par la guerre mondiale et ses suites « ont "périmé" pour nous quantité de vieilles idéologies »⁸³ et il se fait le défenseur d'une position « réaliste », appelant à « restaurer l'État » et à la « prépondérance de la technique », discours alors partagé par une frange de ceux qui entrent dans la carrière publique⁸⁴. Cette sensibilité intellectuelle et politique⁸⁵ explique que Mendès France participe d'abord à la Fédération des Jeunesses